ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation des agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2300

Texte de la question

SITUATION DES AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Julien Dive.

M. Julien Dive. Voilà des années que nos agriculteurs sont plongés dans une crise qui n'en finit pas. À l'aube de 2020, alors que nos paysans ont quitté les champs pour aller dans la rue manifester leur détresse, pouvez-vous, monsieur le ministre de l'agriculture, nous présenter votre vision de l'agriculture française de demain ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, *ministre de l'agriculture et de l'alimentation.* Je vais vous répondre très précisément, monsieur Dive, parce que c'est important, aujourd'hui que les agriculteurs sont dans la rue. Le Gouvernement a deux objectifs : que le revenu des agriculteurs augmente et que la transition agroécologique soit au cœur de la politique agricole.

M. le président. La parole est à M. Julien Dive.

M. Julien Dive. Merci monsieur le ministre, mais allons au bout des choses car je crains que vous n'ayez pas saisi tous les enjeux de l'agriculture française. Prenons l'exemple des territoires et de l'accompagnement « cousu-main » de nos exploitants. Hier encore vous étiez prêts à réduire de 45 millions d'euros le budget des chambres d'agriculture...

Plusieurs députés du groupe LR . Eh oui !

M. Julien Dive. …avant que l'amendement Les Républicains de Fabrice Brun, soutenu par l'opposition et une partie de la majorité, ne vous fasse reculer. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)* Quelle est donc votre logique comptable ?

S'agissant des produits phytosanitaires, vous définissez des trajectoires, vous annoncez la fin du glyphosate pour 2021. La pression est maximale sur les agriculteurs, mais votre budget ne prévoit rien, pas un euro pour la sortie du glyphosate, l'accompagnement de la recherche d'alternatives ni l'investissement dans des solutions mécaniques. Je vous demande de mettre sur la table un budget dédié aux cultures en situation d'impasse.

Dans les cinq années qui viennent, 160 000 agriculteurs partiront à la retraite et percevront une pension moyenne de 800 euros par mois. Il nous faut organiser une stratégie de moyen terme pour les aider à transmettre leur exploitation car je préfère notre modèle agricole familial à celui des fermes de la démesure à

l'américaine.

Enfin, on nous avait promis la fin des comptes. On allait voir ce qu'on allait voir : on allait mettre au pas la grande distribution et redonner du salaire au producteur mais la loi EGALIM rate sa cible, le seuil de revente à perte est inefficace. En réalité, monsieur le ministre, vous n'y avez jamais cru : vous aviez fait montre de scepticisme lorsque vous étiez sénateur. Je vous prends donc au mot et vous demande ce que vous comptez renforcer dans les règles du jeu des négociations commerciales.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Didier Guillaume, *ministre.* Je vous remercie pour votre deuxième série de questions auxquelles je vais répondre très précisément, avec la plus grande tranquillité.

Le Gouvernement avait souhaité, dans le cadre de la trajectoire budgétaire, réduire le nombre des taxes affectées. Cela a fait l'objet d'un long débat hier soir dans l'hémicycle – j'y étais. C'est dans ce contexte que nous avions proposé de diminuer de 45 millions le produit de la taxe affectée aux chambres d'agriculture, ce qui représentait 6 % de leur budget global. Mais le Premier ministre a entendu le vote de la commission des finances la semaine dernière ; le Premier ministre a entendu les demandes de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture ; le Premier ministre a écouté la majorité parlementaire et le Premier ministre a arbitré dans le sens que vous venez de rappeler. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)* Le Gouvernement est à l'écoute et le Premier ministre arbitre dans le sens de l'intérêt du Parlement.

S'agissant de la sortie des produits phytosanitaires, ce projet de budget prévoit 78 millions pour l'accompagner et non pas zéro, comme vous l'indiquez. Dans ce projet de budget, pour la transition agroécologique, nous lançons un plan d'ampleur de rénovation des pulvérisateurs afin que les épandages puissent être faits le plus près possible des habitations.

Cher Julien Dive, vous connaissez bien l'agriculture et vous en parlez très bien. Nous, nous la connaissons un peu et nous agissons beaucoup ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : M. Julien Dive
Circonscription : Aisne (2e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2300
Rubrique : Agriculture
Ministère interrogé : Agriculture et alimentation
Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 6 novembre 2019
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 novembre 2019